



CHILLY-MAZARIN

Accusé de réception en préfecture
091-219101615-20210406-D210604-8-DE
Date de télétransmission : 13/04/2021
Date de réception préfecture : 13/04/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PARIS-SACLAY

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU MARDI 6 AVRIL 2021

Nombre de membres

en exercice : 35

Présents : 26

Représentés : 9

Excusé : /

Absent : /

L'an deux mille vingt et un, le six avril à vingt heures, le Conseil Municipal de CHILLY-MAZARIN, dûment convoqué par la Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Rafika REZGUI, Maire.

PRÉSENTS : MME REZGUI, Maire, M. LACAMBRE, MME GY, M. PROPONET, MME LOYAU, MM. CRUSE, JANUS, MME RICCIARELLI, M. DELIANCOURT, ADJOINTS ; MM. SERRES, HAMONIC, MME BOUGE, M. SOUSA, MME YENKETRAMDOO, MM. PAUDELEUX, RICCARDI, POLICE, BOUKOUNA, DEBBI, MME HADJIAT ; MME CINOSI-GIRARD, MM. BOUCHE, RIBEIRO-CAPITAO, MMES LEANZA, SICSIC, M. RODRIGUES, FORMANT LA MAJORITE DES MEMBRES EN EXERCICE.

REPRÉSENTÉS :

MME GREMION	POUVOIR A MME LOYAU
MME LE PALUD	POUVOIR A M. PAUDELEUX
MME MALBEC	POUVOIR A MME GY
MME NAOUM-GHAZIEFF	POUVOIR A MME YENKETRAMDOO
MME MICHON	POUVOIR A M. LACAMBRE
MME MORIEZ	POUVOIR A M. JANUS
M. FERYN	POUVOIR A M. DEBBI
M. GNADRE	POUVOIR A MME CINOSI-GIRARD
MME LACARRIERE-FARGES	POUVOIR A M. BOUCHE

EXCUSÉ : /

ABSENT : /

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Kenza HADJIAT ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

D210604-8

Reprise des provisions budgétaires.

OBJET : BUDGET PRINCIPAL 2021 : REPRISE DES PROVISIONS BUDGETAIRES.**RAPPORTEUR : DOMINIQUE LACAMBRE****NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE**

Au fur et à mesure de leur apparition ces 10 dernières années, et pour la dernière fois en date par délibération n° D202111-13 du 21 novembre 2021, la Commune de Chilly-Mazarin a provisionné à hauteur des risques contentieux encourus. L'ensemble de ces provisions atteint à ce jour la somme de 1 045 814,88 €.

Trois de ces provisions correspondent à des litiges qui ont été clôturés :

- La somme de 50 547,88 € correspondant au reliquat de la demande indemnitaire formulée par un agent communal des suites de l'annulation de son licenciement pour abandon de poste, la demande complémentaire de l'agent ayant été définitivement écartée par les juridictions administratives.
- La somme de 12 300 € correspondant à l'estimation initiale, en 2010, de la réclamation du syndicat des copropriétaires de l'Immeuble Signal des suites d'infiltrations en provenance du domaine public, qui n'a pas été reprise lors de la conclusion du litige.
- La somme de 70 000 € correspondant à la demande indemnitaire formulée par le Syndicat Intercommunal de Restauration de Massy, Chilly-Mazarin et Épinay-sur-Orge relative aux pertes financières subies du fait de la baisse des commandes de repas, le syndicat et la commune étant parvenus à une transaction approuvée par délibération n° D202111-11 du 21 novembre 2021.

Ces trois provisions, pour un montant total de 132 847,88 €, doivent être reprises

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal d'opter, par délibération, à la reprise partielle des provisions constituées à hauteur de de cette somme.

Le montant total des provisions pour litige est ramené à la somme de 912 967 €.

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé aux membres du Conseil Municipal d'approuver la délibération suivante.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur :

VU l'instruction budgétaire et comptable M14,

VU les dispositions des articles L.2311-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, relatives à l'adoption du budget et de l'article R 2123-2 du même Code, relatives aux provisions pour risques,

VU l'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux Collectivités Territoriales, à leurs groupements et aux Etablissements Publics Locaux qui leur sont attachés, et notamment son article 12 relatif au régime des provisions,

VU la nouvelle instruction budgétaire et comptable M14 applicable au 1^{er} janvier 2006,

VU les articles L.2321-2 et L.2331-8 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n° D102903-2.2 du 29 mars 2010 relative à l'état des provisions budgétaires 2010 de 55 800 €, complétée par la délibération n° D130804-2.2 du 8 avril 2013 relative à l'état des provisions budgétaires 2013, la délibération n° D172112-14 du 21 décembre 2017 arrêtant la provision sur l'exercice 2017, la délibération n° D182012-9 du 20 décembre 2018 relative à la reprise de provisions budgétaires 2018, la délibération n°D192111-6 du 21 novembre 2019 relative à la

VU la délibération n° D202111-11 du 21 novembre 2021 portant approbation d'une transaction avec le Syndicat Intercommunal de Restauration de Massy, Chilly-Mazarin et Épinay-sur-Orge (SIRMC),

VU l'avis favorable de la commission des Finances du 1^{er} avril 2021,

CONSIDÉRANT la nécessité de choisir le mode de régime des provisions,

CONSIDÉRANT la nécessité d'ajuster les provisions constituées concernant les contentieux qui opposaient la Commune,

D É L I B È R E

ARTICLE 1 : DÉCIDE de choisir le régime optionnel des provisions, c'est-à-dire la budgétisation totale du provisionnement.

ARTICLE 2 : DÉCIDE de reprendre sur l'exercice 2021 les provisions, dont le risque n'est plus susceptible de survenir, suivantes :

- La provision à hauteur de de 50 547,88 €, correspondant au reliquat de la demande indemnitaire formulée par un agent communal des suites de l'annulation de son licenciement pour abandon de poste.
- La somme de 12 300 €, correspondant à la réclamation du syndicat des copropriétaires de l'immeuble Signal des suites d'infiltrations en provenance du domaine public.
- La somme de 70 000 €, correspondant à la demande indemnitaire formulée par le Syndicat Intercommunal de Restauration de Massy, Chilly-Mazarin et Épinay-sur-Orge relative aux pertes financières subies du fait de la baisse des commandes de repas.

Pour un montant total de 132 847,88 €.

ARTICLE 3 : DIT que le montant total des provisions pour risque est ramené de la somme de 1 145 814,88 € à la somme de 912 967 €, constitué et ajusté comme suit :

- 500 000 €, correspondant à la réclamation de la société Eiffage Immobilier des suites de l'annulation d'un programme immobilier,
- 300 000 € correspondant à une partie de la réclamation de la société Les fils de Madame Géraud liée au conflit opposant cette dernière à la commune concernant la réévaluation des droits de place du marché d'approvisionnement,
- 58 587 € correspondant à une partie de la réclamation de la Fédération Régionale des Maisons des Jeunes et de la Culture pour l'absence de versement par la Ville du salaire du Directeur de la MJC pour l'année 2015-2016
- 26 380 € correspondant à une partie de la réclamation d'un agent communal des suites de l'annulation d'une mesure de mutation d'office,
- 20 000 €, correspondant à une partie de la réclamation, par le mandataire judiciaire à la liquidation de la Maison des Jeunes et de la Culture, d'une subvention sur projet dont le versement a été refusé,
- 7 000 € correspondant à une partie de la réclamation d'un agent communal des suites de l'annulation d'une mesure de mutation d'office,
- 1 000 € correspondant à la réclamation d'un agent liée à ses astreintes.

Résultat du vote : UNANIMITE.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Extrait certifié conforme.




Chilly-Mazarin, le 6 avril 2021

La Maire,
Rafika REZGUI